



## L'ALBANIE – PAYS, PEUPLE, ETAT

Un état balkanique parmi d'autres ou plutôt l'exception albanaise ?

Mémoire de géopolitique  
du capitaine de corvette Markus Nolte (Marine Allemande)  
dans le cadre du séminaire « Géopolitique des Balkans »

Directeur : Ambassadeur Georges Marie Chenu

Mars 2003

## Table des matières

<u>INTRODUCTION</u>	1
---------------------	---

### PREMIERE PARTIE

1 <u>LES FONDEMENTS HISTORIQUES DE L'ALBANIE</u>	
1.1 <u>L'Albanie en chiffres et faits</u>	3
1.2 <u>L'histoire de l'Albanie et des Albanais</u>	4
1.2.1 <u>De l'antiquité à l'empire ottoman</u>	4
1.2.2 <u>L'indépendance laborieuse du 19<sup>ème</sup> siècle à 1920</u>	6
1.2.3 <u>De l'indépendance au communisme</u>	8
1.2.4 <u>Les années du communisme</u>	9
1.2.5 <u>L'Albanie se démocratise douloureusement</u>	11

### DEUXIEME PARTIE

2. <u>FACTEURS ET CONSTANTES</u>	
2.1 <u>Le Kanun – la structure clanique</u>	15
2.2 <u>La criminalité organisée</u>	18
2.3 <u>Les armes et la violence</u>	22
2.4 <u>Les groupes linguistiques, ethniques, religieuses</u>	23
2.5 <u>La diaspora albanaise et le sentiment national</u>	25

### TROISIEME PARTIE

3. <u>CONCLUSION ET ESSAI DE PERSPECTIVES</u>	
3.1 <u>Les ombres du passé : quel avenir pour l'Albanie ?</u>	29
3.2 <u>La question albanaise : essai de réponse à une question qui ne se pose plus</u>	31
<u>Conclusion</u>	31

L'Albanie : pays, peuple, état –  
Un état balkanique parmi d'autres ou l'exception albanaise ?

## **SOMMAIRE**

### **PREMIERE PARTIE : LES FONDEMENTS HISTORIQUE DE L'ALBANIE**

L'Albanie en chiffres et faits – L'histoire de l'Albanie et des Albanais

### **DEUXIEME PARTIE : FACTEURS ET CONSTANTES**

Le Kanun – La structure clanique – La violence – La criminalité organisée – Les  
clivages linguistiques, ethniques, religieux – La diaspora albanaise – Sentiment  
national

### **TROISIEME PARTIE : CONCLUSION ET ESSAI DE PERSPECTIVES**

Les ombres du passé : quel avenir pour l'Albanie ? –  
La question albanaise : essai de réponse à une question qui ne se pose plus –  
Conclusion

## INTRODUCTION

Qu'est-ce que l'Albanie ? Qui sont les Albanais ? Quelle est la place de ce pays balkanique dont les racines ne sont ni germaniques, ni romaines, ni grecques, ni slaves ?

Pendant les quarante-six ans de dictature nationale-communiste jusqu'en 1991, l'Albanie était sans doute le pays le plus fermé et le moins connu d'Europe.

Les images ou nouvelles venant aujourd'hui de l'Albanie que l'on nous présente dans les médias, sont rarement bonnes ou optimistes. Pauvreté, sous-développement, corruption, une ampleur croissante de la criminalité organisée de toutes sortes, ainsi est le contenu de la plupart des nouvelles. Bon nombre d'articles dans les médias européens prétendent que l'apprentissage de la démocratie en Albanie se déroule de manière particulièrement pénible et qu'une étrange sauvagerie des mœurs des Albanais fait en sorte que tout le pays soit périodiquement mis à sac tous les 6 à 7 ans dans une immense frénésie collective.

Certains auteurs vont même jusqu'à dire que les Albanais sont indéniablement un peuple ayant une identité culturelle et que l'existence d'un pays albanais est incontestable, mais que compte tenu du nombre d'Albanais vivant en dehors de l'Albanie, ainsi que de la fragilité des structures étatiques, on ne pourrait pas parler d'un véritable Etat Albanais. Même aujourd'hui, douze ans après l'ouverture, l'Albanie reste un pays peu connu. Les livres et spécialistes sont rares, plus rares en tous cas que pour le reste des Balkans et un bon nombre de prétendus spécialistes ne fait que répéter des préjugés et idées reçues.

En comparant l'Albanie à d'autres pays des Balkans on constate des différences, des différences parfois flagrantes de nature politique, historique, linguistique, religieuse, anthropologique, sociologique et économique. Dans tous ces domaines et d'autres encore, il existe une spécificité albanaise qui fait en sorte que l'Albanie a joué un rôle à part. Les mécanismes valables dans d'autres pays balkaniques ne le sont souvent pas en Albanie, des développements qui ont lieu dans d'autres pays des Balkans manquent en Albanie. L'Albanie est un pays d'exception et en ignorant cette spécificité et en le comparant à d'autres pays des Balkans suivant des critères rigides, il est souvent à tort mis à la place du mauvais élève de la classe.

En observant d'abord de près les origines et l'histoire des Albanais, je veux dans ce mémoire éclairer pourquoi l'Albanie est devenue ce qu'elle est aujourd'hui. Les

intérêts des puissances européennes, l'héritage historique, les relations avec ses voisins, ainsi que la personnalité du dictateur communiste Enver Hoxha y jouent leur rôle.

Dans un deuxième pas j'essaierai de démontrer ce qui fait véritablement la différence de l'Albanie par rapport à ses voisins balkaniques. Je vais donc examiner certains faits et constantes de la situation géopolitique ainsi que de la société albanaise.

Dans un troisième pas enfin, j'essaierai de donner des réponses aux questions qui se posent, aux questions qui résultent de ces deux approches, historique et anthropologique du problème albanais. Quel impact a cette histoire et ces constantes sur la situation politique actuelle, quels sont les défis à relever du gouvernement albanais actuel et y a-t-il une réponse à la question albanaise ?

## PREMIERE PARTIE

### 2 LES FONDEMENTS HISTORIQUES DE L'ALBANIE

#### 2.1 L'Albanie en chiffres et faits

Avant de passer en revue l'histoire du pays, le processus historique donc qui a aboutit à la situation actuelle, il est utile de regarder de près les chiffres et faits caractéristiques de l'Albanie d'aujourd'hui<sup>1</sup>.

La République d'Albanie ou « Republika e Shqipërisë » a une surface de ~28780 km<sup>2</sup> (surface comparable à la Bretagne), son étendue nord-sud est de ~ 300 km, son étendue est-ouest mesure entre ~ 80 et 120 km. L'Albanie a actuellement trois pays voisins : l'ancienne république fédérale de Yougoslavie (aujourd'hui « République de Serbie et Monténégro ») dans le nord et nord-est, la Macédoine dans l'est et la Grèce dans le sud-est et sud, la longueur de cette frontière terrestre est de 720 km. Toute sa partie ouest se trouve face à la mer Adriatique, l'étendue de sa côte est de 362 km en orientation nord-sud. Derrière la côte s'étend une plaine côtière fertile qui couvre environ un cinquième du pays. Le reste du pays est couvert de massifs montagneux culminant notamment vers le nord et l'est dans des altitudes allant jusqu'à 2753m (Maja e Korabit).

La population est de 3.544.841 habitants (recensement de juillet 2002), la natalité de 2,27 enfants par femme et la croissance de la population est de 1,06 % par an. La population est ethniquement particulièrement homogène, les ethnies présentes sont des Albanais 95%, des Grecques 3% ainsi que 2% d'autres (Tsiganes, Valaques, Serbes, Bulgares..). 70% des Albanais sont musulmans (55% sunnites et 15% de bektachites), 20% chrétiens de confession orthodoxe, 10% catholiques. Les langues parlées sont surtout l'albanais (dans deux dialectes le toskan parlé dans le sud, devenu la langue officielle et le dialecte guègue parlé surtout dans le nord et est) ainsi que le grec par la minorité grecque. Le taux d'alphabétisation de la population est de 93%.

---

<sup>1</sup> Toutes les chiffres et descriptions citées proviennent du chapitre « Albania » du « CIA World Factbook 2002 »

Le pays est partagé en 36 districts (départements) et la capitale est Tirana. L'assemblée nationale de 140 sièges est élue pour 4 ans (100 sièges en suffrage direct, 40 sièges en suffrage proportionnel), qui élit le Président de la République dont le mandat est également de 4 ans renouvelable une fois. <sup>2</sup>

L'Albanie possède des ressources naturelles sous forme de quelques gisements de pétrole, de gaz, de charbon ainsi que d'importants gisements de minerais de chrome, de nickel et surtout de cuivre. Le PIB national est de 13,2 milliards \$, le PIB par habitant de 3800 \$, la croissance en 2002 était de 7,3 %, l'inflation de 3%. Les exportations de l'Albanie s'élevaient en 2001 à 306 millions de \$, les importations à 1,1 milliards de \$. Le budget de l'état s'élevait en 2001 à 1,5 milliards de \$ le revenu de l'état à 697 millions de \$. L'Albanie recevait en 2000 ~ 315 millions de \$ d'aide économique (surtout de l'Italie, de l'UE et de l'Allemagne) et la dette externe de l'état Albanais était de ~ 1 milliard de \$. Le revenu annuel par habitant est de ~ 350 \$, le têt de chômage officiellement de 17%, inofficiellement de 30% .

Dans toute l'Albanie n'existent officiellement que 120.000 téléphones (!), 250.000 téléphones portables ainsi que 12.000 internautes (2001).

30% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

## 2.2 L'histoire de l'Albanie et des Albanais

Avant de répondre à la question à quoi ressemble l'Albanie aujourd'hui et pourquoi elle est comme elle est, il me semble utile de regarder de près comment elle est devenue ce qu'elle est aujourd'hui.

### 2.2.1 De l'antiquité à l'empire ottoman

Les premières traces historiques confirmées dans l'Albanie d'aujourd'hui datent du 7<sup>ème</sup> siècle av. J.-C. quand en 627 l'Etat d'Epidamne-Dyrrachion fut fondé par des colons corinthiens et corcyréens. Vers la fin du 7<sup>ème</sup> siècle av. J.-C. les mêmes colons fondaient l'Apollonia d'Illyrie. Après la première guerre d'Illyrie que Rome

---

<sup>2</sup> RAMA Luan, « Albanie », Koha Jöné (quotidien albanais), novembre 1998

entreprendra contre le royaume d'Agron entre 230 et 228 av. J.-C. un protectorat romain sur les villes côtières et les îles (Apollonia, Epidamne, Corcyre et Issa) fut instauré.<sup>3</sup> Le résultat de la troisième guerre de Macédoine 172-168 av. J.-C. est la victoire romaine sur Genthios.

En 49 av. J.-C. Jules César mène une nouvelle guerre en Illyrie méridionale. Le statut de l'Illyrie comme province romaine semble désormais définitif. Des colonies romaines furent fondées à Dyrrachium, Bouthrôtos, Byllis. L'apôtre Paul cite dans ses lettres à plusieurs reprises la province romaine Illyrie, ce qui n'est autre que le territoire de l'Albanie actuelle. Le déclin de l'empire romain entraîne tout naturellement une fragilisation de sa province illyrienne. Au 5<sup>ème</sup> siècle après J.-C. plusieurs invasions passagères de barbares, notamment des Huns et des Goths, ont lieu en Illyrie méridionale. Au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> siècle après J.-C. les Avars puis des Slaves du Sud prennent possession de la province.

Les Illyriens sont cités pour la dernière fois au début du 7<sup>ème</sup> siècle comme groupe ethnique. Au 11<sup>ème</sup> siècle des chroniqueurs byzantins mentionnent pour la première fois des Albanoi ou Albanites.

Avec la défaite des armées chrétiennes balkaniques en 1389 à Kosovo Kolje face aux turcs, l'empire ottoman devient la puissance dominante dans les Balkans. Mais c'est peu après que le premier vrai Etat albanais fut créé. Comme partout dans l'empire ottoman beaucoup de jeunes Albanais servaient plus ou moins volontairement dans l'administration et dans l'armée du Sultan. Ainsi un jeune noble albanais, Georges Kastriot, surnommé Skenderbeg, né en 1405 fut envoyé comme otage auprès du Sultan vers 1415. Il se convertit à l'Islam, prend le nom de Skender et se retrouve vali (vassale) sur les terres de son père à partir de 1438. En novembre 1443 il profite de l'offensive hongroise contre les Turcs pour commencer une insurrection contre l'Empire ottoman. Il chasse les Turcs de la citadelle Kruja et proclame la restauration de la principauté libre d'Albanie. Sa principauté fut reconnue par le pape Nicolas V. La principauté libre de Kastriot, appelé Skenderbeg résiste aux tentatives ottomanes de la reconquérir même après la chute de Constantinople en 1453. Mais après la mort de Skenderbeg en 1468 ses successeurs n'arrivèrent pas à maintenir la résistance. Peu à peu la principauté

---

<sup>3</sup> cf CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, p. 177

s'effondre et après la chute du dernier bastion Durrës en 1501, la totalité de l'Albanie est occupé par l'Empire ottoman.<sup>4</sup>

La fin de l'épopée de Skenderbeg et l'intégration du territoire albanais dans l'Empire ottoman sous forme de « millet », mit un terme à toute structure étatique indépendante albanaise pendant plus de 400 ans.

Un effet de cette éclipse de l'Etat albanais, due à l'occupation turque est que l'on trouve guère une véritable tradition étatique comparable a celle de l'Europe des Anglais depuis Cromwell, des Français depuis la monarchie capétienne (et l'empire napoléonien) et des Allemands sous influence prussienne.<sup>5</sup> Le territoire Albanais était pendant toute cette époque fractionné en petites unités féodales (millet) sous tutelle directe de l'Empire ottoman.<sup>6</sup>

### 1.2.3 L'indépendance laborieuse du 19<sup>ème</sup> siècle à 1920

L'érosion de l'Empire ottoman vers la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, notamment après la guerre contre la Russie donnait un souffle nouveau à l'idée d'un état national albanais. La « Ligue de Prizren » entretenait même une armée nationale dans les années 1878-80. Mais pendant les conférences de San Stefano et de Berlin en 1878, les puissances européennes furent fortement opposées à l'idée d'un Etat albanais indépendant et ne reconnurent même pas l'existence d'une nationalité albanaise. Dans les récits de cette époque les ethnies étaient équivalentes aux religions. On parle donc uniquement de Grecs (de confession orthodoxe) ou Turcs (musulmans) indépendamment de leur langue ou culture. Dans ce monde bipolaire une nationalité albanaise n'avait pas de place.

Ce n'est qu'après les guerres balkaniques de 1912-13 que la conférence des ambassadeurs à Londres en juillet 1913 décide la création d'une « principauté

---

<sup>4</sup> cf CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, pp. 47-48

<sup>5</sup> cf CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, p. 73

<sup>6</sup> « dans l'empire ottoman, le millet est un regroupement religieux de non-musulmans ou dhimmis, reconnu officiellement. La communauté religieuse peut exercer librement sa religion, dispose d'une grande marge d'autonomie sociale, de ses propres lois et de ses tribunaux ainsi que d'institutions religieuses et culturelles propres » - CHAUPRADE Aymeric, Géopolitique – constances et changements dans l'histoire, p. 375

souveraine héréditaire et neutre sous la garantie des grandes puissances »<sup>7</sup> en Albanie.

Les six grandes puissances européennes de l'époque (France, Angleterre, Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie et Russie) définissent les frontières accordées à cet état. La superficie sera limitée à ~ 28000 km<sup>2</sup>, donc environ la moitié du territoire comptant des implantations de populations albanaises. La Serbie et le Monténégro gardent les gains territoriaux obtenus par le traité de San Stefano en 1878 donc les régions du Kosovo, de Ohrid et de Driba<sup>8</sup>. Ces frontières, établies et reconnues par le protocole de Florence du 13 décembre 1913, sont en principe celles de la République d'Albanie d'aujourd'hui ! Le nouveau souverain albanais désigné par les puissances européennes et notamment appuyé par l'Autriche-Hongrie sera Wilhelm von Wied. Ce jeune noble allemand de 35 ans est un neveu de la reine de Roumanie et sert au grade de capitaine dans l'armée prussienne. Il arrive le 7 mars 1914 à Durrës pour accéder au trône sous le nom de Guillaume I prince d'Albanie. Mais son règne sera court et on peut même se demander s'il a eu lieu. Guillaume de Wied ne parle pas l'albanais, il est chrétien, il ignore entièrement la situation politique particulièrement complexe de l'Albanie tels sont les handicaps sous lesquels il commence son règne. Il n'arrivera de loin à aucun moment à prendre le pouvoir en main. Etant rejeté par une grande partie de la population, il ne quitte guère Durrës, n'arrive pas à maîtriser la guerre civile qui touche l'Albanie méridionale ainsi que les tentatives de sécession qui touchent les régions à minorité grecque. Le pays sombre peu à peu dans l'anarchie. Après les déclarations de guerre du mois d'août Wilhelm von Wied rembarque définitivement le 3 septembre 1914 à Durrës pour Trieste.<sup>9</sup>

Après ce début difficile, quatre ans de quasi-éclipse de l'Etat albanais suivent. Les années de la grande guerre voient le pays partagé, annexé par des troupes italiennes, grecques, autrichiennes, serbes et françaises. Les Grecs occupent la région de Gjirokastër et Korça, les Italiens l'île de Sazan et Vlora, les Autrichiens occupent Durrës et Shkodër en 1916. En 1918 lors de l'armistice ces troupes sont remplacés par des Italiens, des Serbes et des Français, bref une Albanie indépendante n'existe plus.

---

<sup>7</sup> cf CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, p. 77

<sup>8</sup> cf BOYER André / ROUVIERE André, L'Albanie – une nouvelle épreuve pour les Balkans ?, p. 7

<sup>9</sup> cf CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, p. 79

En 1919 après la conférence de paix de Paris, l'Albanie a du mal à retrouver un gouvernement reconnu. C'est après plusieurs tentatives et gouvernements provisoires, conseils suprêmes et gouvernements exilés concurrents, que Sulejman Bej Delvina établit un gouvernement à Tirana. Les troupes étrangères partent les unes après les autres et l'évêque de l'Eglise orthodoxe albanaise Fan Noli, demande l'admission de l'Etat albanais à la Société des Nations (précurseur des Nations Unies à l'époque). Cette demande est approuvée le 17 décembre 1920.

Enfin un Etat albanais souverain est constitué et reconnu par la communauté internationale.<sup>10</sup>

#### 1.2.4 De l'indépendance au communisme

Les années 1921 – 24 voient des gouvernements albanais faibles qui cherchent à restructurer et moderniser le pays. Les gouvernants, pour la plupart issus de la classe féodale du pays et ayant reçus leur formation dans les universités de l'Europe ont l'immense tâche de moderniser un pays totalement en retard dans tous les domaines. La rivalité entre Fan Noli qui est devenu la tête du « Gouvernement démocratique révolutionnaire » et Ahmet Zogu ancien premier ministre exilé à Belgrade se termine par un coup d'état soutenu par la Serbie à l'aide de mercenaires russes. Par conséquent, Ahmet Zogu devient en 1924 Président de la République Albanaise qui passe dans les années suivantes, de plus en plus sous un régime centré sur sa personne. En 1928 une nouvelle assemblée nationale proclame la monarchie, l'Albanie devient « royaume démocratique, parlementaire et héréditaire » le Président Ahmet Zogu devient le roi Zog I. Pendant les années suivantes l'Albanie passe de plus en plus sous influence italienne. Quand l'Albanie est rattaché à la couronne de Savoie et que l'Italie occupe en 1939 le pays, il n'y a pas de vraie résistance de la part de Zog I. Les troupes italiennes occupent le pays de 1939 à 43 ensuite des troupes allemandes prennent la relève de 9/43 – 11/44. Les troupes allemandes combattent avec férocité les différents groupes de résistance du front national, royalistes et surtout communistes sans pourtant pouvoir les maîtriser. Sous l'occupation allemande il y aura pour la première fois une tentative de mettre les

---

<sup>10</sup> cf BOYER André / ROUVIERE André, L'Albanie – une nouvelle épreuve pour les Balkans ?, p. 8

frontières de 1913 en question. Ainsi le Kosovo et parties de la Macédoine et du Monténégro sont rattachés à l'Albanie. Pour la première fois dans son histoire la quasi totalité des Albanais sont réunis dans le même et seul état (occupé certes !) pendant un peu plus d'un an.

### 1.2.5 Les années du communisme

Quand le gouvernement de Enver Hoxha s'installa à Tirana fin novembre 1944, l'Albanie est en ruine. Une maison sur trois est détruite, vingt-quatre mille morts sont à déplorer, quarante-huit mille Albanais sont prisonniers ou déportés.<sup>11</sup> Après la consolidation du pouvoir, notamment des purges sanglantes dans les rangs des autres mouvements partisans (nationalistes et royalistes), la question des frontières de 1913 se pose de nouveau. Mais « la question albanaise » fut encore tranchée dans le sens du maintien des frontières de 1913. Malgré l'étroitesse des liens établis entre les deux partis communistes durant la résistance, la Yougoslavie de Tito exclut d'emblée l'éventualité d'un rattachement à l'Albanie des zones albanophones et notamment du Kosovo. Bien au contraire, des pressions de plus en plus fortes sont exercées sur l'Albanie pour quelle se range en matière économique et militaire en particulier sous la houlette de la Yougoslavie »<sup>12</sup> La résistance de Hoxha aux pressions de Tito aura finalement gain de cause quand en juin 1948 la résolution du Kominform condamne Tito. La rupture entre Tirana et Belgrade renforce les liens entre Hoxha et Staline et ainsi commence une nouvelle phase du régime de Hoxha. Après la phase titiste 1944 – 48 suit donc la phase soviétique 1948 – 60. Après la rupture avec Khrouchtchev Tito entretient des liens privilégiés avec Pékin de 1960 à 78. Après la mort de Mao-Zedong en 1978 et la rupture des liens avec Pékin, l'Albanie communiste de Hoxha entre dans une phase d'isolation grandissante qui prend seulement fin avec la mort de Enver Hoxha en 1985. Son successeur Ramiz Alia peut encore se maintenir au pouvoir pendant six ans mais fin 1990 des manifestations massives réclamant des élections libres mettent un terme aux 46 années de dictature communiste.<sup>13</sup>

---

<sup>11</sup> cf CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, p. 84

<sup>12</sup> BOYER André / ROUVIERE André, L'Albanie – une nouvelle épreuve pour les Balkans ?, p. 8

<sup>13</sup> BOYER André / ROUVIERE André, L'Albanie – une nouvelle épreuve pour les Balkans ?, p. 10

Le régime de Enver Hoxha était certainement parmi toutes les dictatures communistes de l'Europe de l'est ou des Balkans un régime à part. Plus isolationniste et rigide, plus extrême, plus radical, impitoyable et plus inhumain que bon nombre d'autres dictatures communiste, il drigea le pays d'une main de fer pendant 41 ans.

L'intégralité de la population paysanne fut, après la collectivisation des terres, relogée dans des HLM, aussi pour mieux la surveiller et interdire toute activité privée. Dans tous le pays n'existaient que trois niveaux de salaire. Depuis 1967 l'Albanie était le premier (et seul) état athée du monde, toute pratique (même privée) de quelconque religion était interdite et sévèrement punie. Hoxha voulait (comme bon nombre de dictateurs avant lui) créer l'homme nouveau. La police secrète était omniprésente, on estime aujourd'hui qu'un Albanais sur quatre (!) travaillait pour la « Sigurimi ». Pendant toute la durée du régime Hoxha il y eu en moyenne ~ 40.000 prisonniers politiques incarcérés (souvent dans des conditions abominables) et 300.000 familles (souvent familles de prisonniers) déportées en villages de relégation. La mortalité dans ces villages, privés d'électricité et de soins médicaux était particulièrement élevée notamment parmi les enfants. Il était interdit aux déportés de quitter le territoire de leur commune.

Les dépenses militaires s'élevait à 40 % du budget de l'état. Surtout après la rupture avec la Chine en 1978 une paranoïa collective s'empara du pays. L'isolation désormais totale de l'Albanie faisait en sorte que Hoxha se sentait menacé de toutes parts. De 1978 et jusqu'à sa mort en 85, entre 360.000 et 700.000 bunkers et casemates furent construits dans tout le pays. Il n'y avait aucune nécessité militaire à ce projet, aucune menace concrète planait sur le pays. De plus il n'existait aucun plan global pour ces bunkers, leur orientation ou forme étaient laissées à la décision du comité local du parti communiste.

Le culte personnel du « guide suprême » Enver Hoxha était particulièrement fort, même au delà de sa mort en 85. Dans toutes les villes d'Albanie des statues représentant Hoxha étaient érigées. Le 16 de chaque mois était jour férié nommé « jour de Enver », autour du 16 octobre (anniversaire) toute une semaine, « semaine de Enver » était libérée pour célébrer le chef vénéré.

Toute rupture avec un partenaire extérieur (Tito, Khrouchtchev, Mao) entraînait inévitablement des purges dans l'appareil de l'état pour « re-aligner » dans la nouvelle direction. La dernière grande purge coûtai la vie à Mehmet Shehu (et à sa

famille et à ses proches), vieux camarade depuis la lutte contre l'occupant dans les années 40, deuxième personnage du pays depuis plus de trente ans et premier ministre au moment des faits : Il se « suicidait » en se tirant après une crise nerveuse dans la palais présidentiel trois balles dans la tête !

### 1.2.6 L'Albanie se démocratise douloureusement

Les manifestations d'étudiants pour la démocratie à Tirana en décembre 1990 sonnèrent le glas au régime communiste. L'effondrement brusque de l'autorité étatique montra la morosité du système. Le pays est passé d'un extrême à l'autre : du tout état au rejet quasi viscéral du collectif. Les 46 ans de communisme avaient fait accumuler une haine difficilement maîtrisable parmi les Albanais contre leur état. La théorie de la table rase, du « niveau zéro » avait pour but d'éradiquer le communisme de manière totale. Des innombrables émeutes mirent à sac une grande partie du pays. La haine aveugle des Albanais contre toute sorte de collectivité, voire contre toute sorte d'autorité étatique entraîna des dégâts considérables. Des coopératives, combinats, stations de police, bureaux du parti communiste mais aussi écoles primaires voire boulangeries ou magasins coopératives de l'état étaient systématiquement pillés, saccagés et incendiés.<sup>14</sup> En saccageant canaux d'irrigation, serres, vignobles, plantations d'agrumes et d'olives la capacité de production du secteur agricole fut endommagé de manière durable. D'ou le constat amer de M. Sabri Godo, ancien président de la commission des affaires étrangères : « Nous avons fait là une chose qui n'a été faite dans aucun autre pays, et aujourd'hui 60 % des produits alimentaires sont importés »<sup>15</sup> « Nombre d'ateliers ont été pillés, saccagés, abandonnés dès 1991 et, lorsque plus tard le nouveau pouvoir a cherché à les privatiser il ne restait plus grand chose à vendre. A la campagne les fermes coopératives [...] ont subi le même sort : les bâtiments ont été détruits, chaque pillard emportant ce que ses bras pouvaient porter, tuiles, charpente, briques, portes et fenêtres, fer à béton. »<sup>16</sup> Les premières élections législatives ouvertes à plusieurs partis qui ont eu lieu en avril 1991 ont été remportées par le parti du travail, ancien

---

<sup>14</sup> cf CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, p. 101

<sup>15</sup> ANDERSSON Nils, « L'Albanie en quête de reconnaissance », Le Monde diplomatique, juin 2002

<sup>16</sup> CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, p. 100

parti communiste face à une opposition encore balbutiante et inorganisée. Mais la poursuite de la dégradation économique et sociale allait entraîner de nouvelles élections législatives en mars 1992.<sup>17</sup> Le vainqueur, Sali Berisha (sous le régime communiste médecin personnel de Enver Hoxha) et son parti démocratique avait pour programme de moderniser et occidentaliser le pays de manière radicale.

Mais les réformes avaient du mal à démarrer, un référendum sur une nouvelle constitution en 1994 fut un échec. La vieille constitution de 1976 avec ses 8 lois complémentaires restait en vigueur. L'apprentissage à la démocratie après 46 ans de dictature n'étaient pas plus faciles. A partir de 1994 et surtout en 95 et 96 le gouvernement Berisha montra des attitudes de plus en plus autoritaires. Des violations des droits de l'homme quotidiennes par la police et d'autres agents d'état étaient constatées par de multiples organisations internationales comme Amnesty International, Human Rights Watch ou le Comité Helsinki International. La jeune liberté de la presse était de nouveau pratiquement supprimée et la chasse aux journalistes critiques était ouverte. Les élections législatives de mai 1996 furent selon les observations de l'OSCE massivement truquées. Les observateurs ont assisté impuissants à des violations délibérées des règles électorales : manipulations des listes électorales, bourrage d'urnes avec des bulletins du parti démocratique, votes de personnes non inscrites, trucages lors du dépouillement.<sup>18</sup>

En 1995 la privatisation de l'industrie montrait son premier succès, la croissance du PIB frôlait les 10 %. Mais un bon nombre d'Albanais considérait les petits pas vers plus de prospérité insuffisants. En 1995-96 l'illusion de gagner rapidement beaucoup d'argent grâce aux « pyramides financières » était devenue l'obsession de tous les Albanais. Une multitude de systèmes financiers peu honnêtes nommés Vefa, Kamberi, Xhaferri, Populli, Gjallacia ou Sude garantissaient des taux d'intérêts allant jusqu'à 60 % par mois ! Fin novembre 96 les premières pyramides commençaient à s'effondrer et la déclaration de faillite de la pyramide « Sude » le 15 janvier 1997 donna le signal de l'effondrement général du système. Etant donné que 70 % des Albanais avaient placé parfois toutes leurs économies dans ces sociétés, un mécontentement majeur de la population était inévitable. « Début 1997 l'Albanie est un pays dans le coma. Devant le grand mécontentement de la population et de l'opposition, les membres de ce gouvernement auraient dû

---

<sup>17</sup> BOYER André / ROUVIERE André, L'Albanie – une nouvelle épreuve pour les Balkans ?, p. 10

<sup>18</sup> RAMA Luan, « Albanie », Koha Jöné (quotidien albanais), novembre 1998

démissionner et laisser le peuple organiser de nouvelles élections législatives où il aurait pu voter librement pour un nouveau pouvoir démocratique. »<sup>19</sup> Mais Berisha décide de s'accrocher au pouvoir. Pendant que des émeutes sanglantes embrasent tout le pays et causent la mort de centaines de personnes, l'état d'urgence est décrété par le parlement. Couvre-feu, chars dans les rues, interdiction de rassemblements de plus de quatre personnes, black-out de radios étrangères et satellites, censure de la presse : c'est dans ce climat insurrectionnel que Sali Berisha est réélu par le Parlement pour un deuxième mandat de cinq ans. Mais les efforts pour écraser la « révolte des sudistes » sont vains. Les dégâts infligés au pays furent comparables à ceux de 1991. La plupart des bâtiments de la police, de l'administration de l'état et de l'armée furent de nouveau saccagés, des milliers de dépôts d'armes et de munitions de la police ainsi que de l'armée furent pillés. On estime que un million d'armes légères, des dizaines de milliards de cartouches, des dizaines de milliers d'armes lourdes, des milliers de mines d'obus et des tonnes d'explosifs ont été dérobés pendant ces émeutes. Le nombre de tués s'élève à ~ 2000, celui des blessés à ~10.000. Deux événements, l'un politique, l'autre militaire, permirent de mettre fin à cette nouvelle situation d'effondrement total de l'autorité étatique.

Le premier fut la démission du gouvernement Meksi le 1 mars 1997 et la formation d'un gouvernement de réconciliation nationale sous le premier ministre socialiste Bashkim Fino, associant 10 partis politiques quelques jours plus tard, ainsi que la dissolution du parlement afin de procéder à des élections législatives générales.

Le deuxième fut l'intervention militaire de onze pays afin de rétablir un climat de sécurité et permettre l'acheminement rapide et sûr de l'assistance humanitaire. L'opération ALBA décidée par l'OSCE et autorisée par les nations unies se déroula d'avril à août 1997. L'envoi des 7200 soldats de onze nations (Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Portugal, Roumanie, Slovénie et Turquie) a favorisé le retour progressif au calme et a permis le déroulement des élections générales le 29 juin et 6 juillet 1997.<sup>20</sup>

Le nouveau parlement était dominé par l'ancienne opposition. Fatos Nano, ancien premier ministre de Ramiz Alia dans le gouvernement de transition en 1991 et sa coalition de gauche (parti socialiste, parti social démocrate, alliance démocratique)

---

<sup>19</sup> RAMA Luan, « Albanie », Koha Jöné (quotidien albanais), novembre 1998

<sup>20</sup> BOYER André / ROUVIERE André, L'Albanie – une nouvelle épreuve pour les Balkans ?, p. 17

formaient un nouveau gouvernement. Après la démission de Sali Berisha, Rexhep Meidani (PS) était élu président de la république par le parlement.<sup>21</sup>

Depuis cette année houleuse il semblerait que les règles d'une vie politique démocratique commencent à se consolider. Les dernières élections parlementaires de juin 2001 se sont déroulées sans incidents. Le résultat du scrutin (PS 41%, PD 36%, reste autres parties) permirent la continuation de la coalition de gauche.

Mais même si un calme relatif s'est rétabli en Albanie et si les règles démocratiques d'une confrontation pacifique d'idées et de programmes dans un cadre parlementaire sont apparemment acceptés par une majorité dans la population, un certain nombre de spécificités géopolitiques ainsi que sociologiques de l'Albanie et des Albanais font en sorte que l'Albanie ne fonctionne pas forcément suivant les mêmes règles que nos démocraties européennes. Le but du prochain chapitre sera d'observer ces facteurs de près.

---

<sup>21</sup> *ibid*, p. 18

## DEUXIEME PARTIE

### 3. FACTEURS ET CONSTANTES

#### 3.1 Le Kanun – la structure clanique

En Albanie le droit coutumier transmis oralement depuis des générations de père en fils a conservé une influence considérable sur la vie quotidienne. Si dans le reste de l'Europe surtout, le droit romain a influencé la création des systèmes juridiques modernes et dans d'autres parties des Balkans le droit ottoman était la base pour l'établissement d'un droit local, en Albanie le droit coutumier ancestral restait prédominant jusqu'à nos jours pour la structure de la société « shkipetare » et les règles de la vie en commun. De tout les droits communs le « Kanun de Lek Djukagjin » (Lek Djukagjin 1410-81 était un noble albanais avant l'appartenance définitive de l'Albanie à l'empire ottoman en 1501) est le plus connu. Il est surtout appliqué dans la région dans le nord et l'est de Shkodër et au Kosovo jusqu'à Prizren. Il en existe d'autres plus ou moins similaires dans d'autres parties de l'Albanie : le udha ou rruga, le venom dans le sud du pays, le zakon dans le nord ou encore le doke. <sup>22</sup>Le Kanun de Lek Djukagjin dont les 1200 articles étaient transmis oralement de père en fils depuis le quinzième siècle est une loi qui règle l'intégralité de la vie commune des Shkipetares (Albanais appliquant la loi coutumière). La société shkipetare était centré sur la famille (shpi ou shtëpi) qui englobait trois générations de frères avec leur femmes et enfants. Ces familles élargies comptaient souvent entre 50 et 100 personnes. Le chef était soit l'homme le plus ancien, soit le frère le plus apte soit le fils aîné du chef précédent. Il représentait la famille vers l'extérieur, distribuait terres et travaux et était le seul habilité à conclure des affaires à l'extérieur de la famille comme vente ou achat de nourriture, de bétail, d'armes ou de femmes. Il avait une position tout à fait particulière à l'intérieur de la famille, pour toutes disputes et divergences (assassinat à l'intérieur de la famille inclus !) sa décision était valable. Il ne quittait jamais la maison seul, mais toujours accompagné

---

<sup>22</sup> cf. CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, p. 118

par d'autres hommes de la famille, on lui devait un respect absolu.<sup>23</sup> La maîtresse de maison n'était pas forcément l'épouse du chef mais la femme la plus fiable désigné par le chef pour guider tous les membres féminins de la famille, faire le partage des tâches ménagères et assurer l'éducation des enfants.<sup>24</sup> Vers l'extérieur la famille était un organisme unique, tout membre n'était pas considéré comme individu mais comme responsable pour l'intégralité de la famille. Si une famille (élargie) devenait trop grande, on se séparait et une autre famille était fondé dans les environs. Les deux ou plusieurs familles formaient alors une fratrie (vëllezër ou mehala) qui vivaient souvent en villages ensemble. Plusieurs fratries formaient une branche (kimbï fisi ou bairak), plusieurs branches finalement une tribu ou clan (fis). Le chef de la famille d'origine occupait le cas échéant également les fonctions de chef de fratrie, de branche ou de tribu.<sup>25</sup> L'autorité du chef venait donc des ancêtres et était par conséquent incontestable. Contester l'autorité du chef était équivalent à souiller l'honneur de la famille.

Le rôle de la femme dans ce monde ancestral était tout à fait subsidiaire. Elles n'avaient aucune influences sur les décisions extra-familiales prises uniquement par les hommes. Leur rôle se limitait à la naissance de beaucoup d'enfants forts et sains et aux tâches ménagères. Souvent le lourd travail dans les champs était réservé aux femmes car elles n'étaient pas concernés par la vendetta. Un Shkipetar ne parlait jamais de sa femme et ne la montrait jamais à des étrangers. Un mariage d'un fils se faisait toujours avec une mariée de l'extérieur du clan. La jeune femme était vendue par sa famille au prix d'un bœuf ou d'un cheval et suivait son nouveau mari dans sa famille. Les femmes étaient exclues de toute héritage. Après la mort de leur mari la femme retournait souvent dans sa propre famille d'origine si tous ses enfants étaient déjà mariés.<sup>26</sup>

Une ordonnance fondamentale du Kanun est l'importance de l'hospitalité. L'invité après avoir accepté pain et sel de l'hôte lui donne ses armes et se met ainsi sous sa protection. Avec cet acte l'hôte prenait l'entière responsabilité pour son invité, toute

---

<sup>23</sup> cf. HAEFNER Lars, « Shkipetarisches Recht », Schweizer Zeitschrift für die Zusammenarbeit mit Albanien (Journal Suisse pour la coopération avec l'Albanie), No. 6, mai 2000, p. 3

<sup>24</sup> TSEKOV Georgi, « Sons of the eagle : clan warfare, organized crime and state disintegration in the western balkans », Journal of Southeast European and Black Sea Studies, Vol 2, No.3, septembre 2002, p. 5

<sup>25</sup> cf. HAEFNER Lars, « Shkipetarisches Recht », Schweizer Zeitschrift für die Zusammenarbeit mit Albanien (Journal Suisse pour la coopération avec l'Albanie), No. 6, mai 2000, p. 4

<sup>26</sup> *ibid*, p. 5

atteinte à la vie ou l'honneur de son invité devait être vengé par l'hôte. L'hospitalité était donc une forme particulière du devoir d'honneur.

Un autre aspect remarquable du Kanun est le rôle de l'honneur, de la parole donnée. Des passages du Kanun qui disent « l'honneur est la vie », « on peut perdre sa vie mais pas son honneur » ou alors « l'honneur est plus important que foi et lois » en sont la preuve. <sup>27</sup>Un homme (pas les femmes évidemment !) qui manquait à sa parole, souillait l'honneur de sa famille et de la famille à laquelle il avait donné sa parole, le kanun exigeait alors que la souillure soit payée par le sang. La vengeance n'était pas un automatisme et se déroulait également suivant des règles bien définies. Dans la première journée après le fait on pouvait tuer n'importe quel membre (masculin) de l'autre famille (fratrie, clan), dans l'année qui suivait cette journée il fallait tuer un membre (masculin) de la famille proche (sanguine) et après un an il fallait tuer l'homme même qui a pris le sang. Selon le droit le rituel des morts continuait sans interruption. Après un assassinat, la famille de la victime devait venger son sang jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'hommes ou garçons vivants dans l'autre clan, fratrie ou famille. Une famille qui refusait de reprendre le sang qui lui avait été pris pouvait, sur décision du clan être passible de la mort « morale » pour sauver l'honneur du clan « The headmen of the tribe meet and order his house to be burnt [...] destroy his crops, cut down his fruit trees, slaughter his beasts and condemn his land to lie unworked for a term of years. [...] The male relatives have to fly too while women and children may scatter and find shelter in other houses. »

28

Le Kanun était particulièrement influent dans les régions montagneuses jusqu'à l'arrivée au pouvoir des communistes. D'après une statistique en 1907, un albanais sur 5 mourrait de manière violente par vengeance. Pendant les 50 ans de la dictature, même si le Kanun continuait à influencer la société albanaise, le mécanisme de vengeance s'était arrêté. Mais dès la chute de la dictature il a réapparu et transforme aujourd'hui la vie de milliers de familles en véritable enfer. En ce début de 2003 dans le nord de l'Albanie, près de 3.000 familles sont prises dans la vendetta et condamnées par cette coutume à se retrancher du monde. Dans la seule ville de Shkodra pas moins que 600 familles connaissent cette situation. Près de 800 enfants

---

<sup>27</sup> ibid, p. 6

innocents se voient ainsi privés de fréquenter l'école. Les femmes devenues veuves n'ont pas le droit de se remarier et se voient, si elle le font contre la coutume, retirer le droit d'élever leur enfants du premier mariage.<sup>29</sup>

En 1995 au nord de l'Albanie 35,7 % des assassinats ont été commis pour vendetta. En 1998 à Mirditë par exemple, entre les clans des Sulejman et des Dodajt, le sang a coulé pendant deux ans, laissant 6 hommes tués, 6 femmes veuves et 11 orphelins. Aujourd'hui la police albanaise est incapable de juguler la vendetta. Dans les montagnes se cachent des milliers « d'assassins » et des milliers de « claustrés » en cavale.

Même si les régions d'application du Kanun sont surtout le nord, l'est et l'extrême sud du pays, une influence sur l'intégralité de la société albanaise est indéniable. « Le code coutumier, aussi souvent logique qu'illogique, était dur et rigoureux. Mais les garanties de protection de la dignité humaine qu'il incluait ont contribué de manière indéniable à forger la mentalité des Albanais et cela explique la résistance qu'ils ont opposée à toute domination tout au long des siècles. »<sup>30</sup>

### 3.2 La criminalité organisée

Un certain nombre de facteurs sont déterminant pour le développement de la criminalité organisée particulièrement virulente en Albanie. Les facteurs mentionnés dans les chapitres précédents, structure sociale, code d'honneur, violence, en font partie mais ne sont pas les seules. Un facteur supplémentaire est le lieu géographique de l'Albanie, à la fin de la « route des Balkans » du narcotraffic et en face de l'Italie du sud, fief historique des mafias italiennes. En mars 1997 un magistrat en poste à la direction nationale antimafia italienne souligne « les liens confirmés et organiques entre les Albanais commettant crimes et délits en Italie et les mafias « historiques » Cosa Nostra, Camorra, Ndrangheta et Sacra Corona Unita »<sup>31</sup>

---

<sup>28</sup> TSEKOV Georgi, « Sons of the eagle : clan warfare, organized crime and state disintegration in the western balkans », Journal of Southeast European and Black Sea Studies, Vol 2, No.3, septembre 2002, p. 7

<sup>29</sup> BURIMI Genc, « Albanie – le kanun ou l'Europe », Shekulli (quotidien albanaise), 10 février 2003

<sup>30</sup> CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, p. 131

<sup>31</sup> cf. RAUFER Xavier / QUERE Stéphane, Une menace pour l'Europe : la mafia albanaise, p. 49

La mafia, ou mieux les mafias albanaises ne sont pas un phénomène récent. Déjà dans les années 80 environ 25 – 40 % de l'héroïne consommée dans le nord-est des Etats-Unis était importé par des familles et structures d'origine albanaises. Les émigrés albanais en Europe, aux Etats-Unis et en Australie ont su conserver leur structure sociale clanique ce qui facilitait des activités illégales.<sup>32</sup> Mais l'ouverture du pays en 1990/91 fut le point de départ pour un véritable bond de l'activité criminelle de familles albanaises en Albanie comme à l'étranger.

Les activités criminelles exercées en Albanie (et à partir d'Albanie vers l'Europe) aujourd'hui par un milieu particulièrement bien structuré couvrent pratiquement toutes sortes de crimes qui nécessitent une large base de soutien et une organisation efficace: narcotrafic, voitures volées, faux papiers, contrefaçon, rançon, armes, cigarettes, immigration clandestine en Italie, prostitution, enfants ... Mais trois domaines restent prédominants et méritent être observés de plus près : le trafic de stupéfiants, la prostitution et le grand banditisme en Europe centrale. Cette tendance était déjà clairement identifiée en 1996 quand un rapport de la commission de la prévention du crime des Nations Unies à Vienne constata vis à vis des criminels albanais que « leur activités principales sont le trafic de stupéfiants, la prostitution, le trafic d'armes et les atteintes à la propriété ».<sup>33</sup>

Une grande enquête du quotidien britannique The Guardian du 1. novembre 1994 décrit les narcotrafiquants albanais « parmi les plus puissants d'Europe. Ils dominent le trafic d'héroïne des Albanais en Europe. Les portes sont ouvertes car ils sont considérés comme des réfugiés politiques .. »<sup>34</sup> L'Albanie peut aujourd'hui être considérée comme passerelle entre l'Asie et l'Europe pour l'héroïne et le premier exportateur de stupéfiants à destination de l'Occident.<sup>35</sup> A la fin de 1997 les experts fiables de la police albanaise estiment que cent cinquante à deux cents kilos d'héroïne pure transitent par le pays chaque mois. Selon un rapport de mars 2002, de Fatos Klosi, chef des services de renseignement albanais (SHIK), quatre à six tonnes (!) d'héroïne par mois passent par les Balkans à destination de l'Europe occidentale et une grande partie transite par l'Albanie.<sup>36</sup> Et au trafic d'héroïne en provenance d'Afghanistan, de Turquie ou d'Iran s'ajoute de plus en plus la vente de Cannabis de

---

<sup>32</sup> *ibid.*, p. 41

<sup>33</sup> RAUFER Xavier / QUERE Stéphane, Une menace pour l'Europe : la mafia albanaise, p. 48

<sup>34</sup> RAUFER Xavier / QUERE Stéphane, Une menace pour l'Europe : la mafia albanaise, p. 47

<sup>35</sup> KAMBERI Belgzim, « Albanie – la mafia et le pouvoir », Korrieri (quotidien albanais), 18 avril 2002

production locale. Depuis 1992 la culture de cannabis a explosé dans la moitié méridionale de l'Albanie, elle se fait maintenant sur des centaines d'hectares, les saisies de cannabis de la police locale en font preuve : 1994 - 92kg, 1996 - 1449kg et 1997 - 7389kg !<sup>37</sup>

La prostitution est la deuxième branche florissante des criminels albanais. Des milliers de femmes albanaises racolent sur les trottoirs d'Europe de l'ouest, tenues d'une main de fer par les proxénètes albanais.<sup>38</sup> Les filles pour la plupart âgées de 15 à 17 ans sont achetées à leur parents ou enlevées de force. Après avoir été transférées clandestinement en Europe les jeunes femmes subissent souvent une « formation » dans des « centres de formation à la prostitution » en Belgique. Une fois « formées » les jeunes femmes sont « vendues » à des réseaux de proxénètes qui les font tourner (en moyenne chaque trimestre une autre ville) dans les grandes villes européennes. « Selon leur beauté, leurs dons pour les langues étrangères et leur aptitudes professionnelles, leur prix de vente à la fin 1999 allait de 10.000 à 15.000 FF »<sup>39</sup> Et « les sommes gagnées par ces filles sont considérables : 80.000 FF (en 2000) en moyenne par mois, tous frais déduits. Sur un an, cinq prostituées laissent ainsi quatre millions de francs français (net de tous impôts et taxes) à leur proxénète. »<sup>40</sup>

La troisième branche d'activités de la criminalité organisée albanaise, le cambriolage en grand échelle s'est développé plus tard que le narcotrafic et la prostitution. C'est après la vague d'émigration de 1997 et surtout celle de 1999 que des groupes claniques (frères, cousins, beaux frères) spécialisés dans le cambriolage sont arrivés soit comme clandestins soit sous le statut de demandeurs d'asile en Europe de l'ouest. Le fait que pendant les émeutes de 97 une centaine de milliers de passeports vierges ont disparu en Albanie a certainement facilité cet exode. Une fois sur place ces groupes (allant de 10 à 50 personnes) se montraient particulièrement actifs. Un groupe de douze frères et cousins arrêtés en 1998 en Belgique a commis pas moins que 170 cambriolages (argent, bijoux, montres, véhicules..) en moins de six mois en Belgique et au Luxembourg.

---

<sup>36</sup> ibid

<sup>37</sup> RAUFER Xavier / QUERE Stéphane, Une menace pour l'Europe : la mafia albanaise, p. 56

<sup>38</sup> SPAHIU Kreshnik, « Albanie, carrefour des trafics et de la prostitution », Koha Jóné (quotidien albanais), 27 novembre 2002

<sup>39</sup> RAUFER Xavier / QUERE Stéphane, Une menace pour l'Europe : la mafia albanaise, p. 57

<sup>40</sup> ibid, p. 81

Un autre groupe d'une cinquantaine de « réfugiés politiques kosovars » arrêté en septembre 1999 à Madrid avait commis plus que milles cambriolages en moins d'un semestre ! Un troisième exemple est un groupe de sept hommes (également « réfugiés politiques ») qui se sont spécialisés dans le cambriolage d'entreprises et zones industrielles en Catalogne. Le résultat de six mois de « travail » de cette équipe leur a permis de transférer dix millions de francs français en 1999 vers l'Albanie. <sup>41</sup> Les opérations ne se déroulent pas au hasard, bien au contraire. Du repérage de l'objet en passant par le déclenchement d'une fausse alarme ailleurs, à l'assaut, la fuite et la revente des objets, toutes les étapes sont scrupuleusement planifiées et exercées avec une rigueur quasi militaire. Et le fait que les groupes de cambrioleurs tout comme les groupes pratiquant le narcotrafic ou le proxénétisme ne se sont pas trouvés par hasard mais sont liés par des liens de sang et soumis au Kanun, garantissent un maintien absolu de loyauté et discipline. Les sommes gagnées en Europe de l'ouest par ce genre de « business » retournent depuis quelque temps au pays. « Il est intéressant de remarquer qu'aujourd'hui la mafia évolue avec son temps. Elle s'adapte au nouveau pouvoir, qui jure combattre le crime organisé, en investissant dans l'économie pour blanchir l'argent sale. » <sup>42</sup> L'Albanie moderne se prête au blanchiment d'argent sale, personne ne se soucie de l'origine des fortunes amassées. « Les malfaiteurs albanais sont désormais des citoyens allemands, italiens, suisses, belges, anglais et consorts. Les moyens financiers dont ils disposent leur ont permis d'avoir des cartes de séjour et d'obtenir des papiers en règle [...] [Ils] ont décidé, après un long séjour à l'étranger, de se choisir une nouvelle « carrière ». [...] Des gratte-ciel, des motel, des restaurants et des hôtels poussent de terre. Les propriétaires sont parfois des anciens bergers qui, après un séjour à l'étranger, sont revenu avec les fruits de leur « travail » pour devenir des personnalités de haut rang. » <sup>43</sup>

---

<sup>41</sup> *ibid*, p. 85

<sup>42</sup> KAMBERI Belgzim, « Albanie – la mafia et le pouvoir », *Korrieri* (quotidien albanais), 18 avril 2002

<sup>43</sup> SPAHIU Kreshnik, « Albanie, carrefour des trafics et de la prostitution », *Koha Jöné* (quotidien albanais), 27 novembre 2002

### 3.3 Les armes et la violence

Les deux chapitres précédents ont montré que la violence joue un rôle non négligeable dans la structure de la société albanaise. Les mafias albaises se distinguent parmi d'autres structures criminelles par leur usage outrancier de la violence et les vengeances parmi Albanais soumis au Kanun sont un fait qui se distingue clairement des réalités dans d'autres sociétés, où des résidus d'un droit coutumier restent en vigueur (Sicile, Calabre, Corse, Caucase...)

La possession d'armes à feu est traditionnellement de grande importance pour les hommes albanais. Un Shkipetare ne quitte jamais son domicile sans son arme, un homme sans arme n'est pas considéré comme véritable homme.

Après la lutte des partisans et la prise de pouvoir des communistes, il a fallu 15 ans d'efforts pour ramasser les armes laissées par la guerre et désarmer le pays. Pendant les années de la dictature communiste la possession d'armes à feu privées était interdite. Les armes des « brigades de protection » des coopératives et combinats étaient stockées en armureries centrales.

Ainsi s'explique la fureur avec laquelle en 1991 et surtout en 1997 les Albanais se livrèrent à l'assaut des dépôts d'armes de l'armée et de la police. Après 46 ans de communisme on se méfiait de la puissance centrale. Les hommes albanais voulait enfin tenir dans leur mains ce qui leur est si cher : des armes à feu. Même s'il est probable qu'une partie des armes disparues (parmi autres : un million d'armes légères en 1997 !) à été transférée au Kosovo pour armer l'UCK en 1998-99 et 70.000 fusils d'assaut AK47 ont été rendus à la police, c'est une évidence que des centaines de milliers d'armes de guerre et des milliards de cartouches restent dans la nature. Assez en tout cas, pour fournir suffisamment d'« outils » pour vengeances claniques ou groupes mafieux pendant des années.

On ne peut en effet pas considérer la violence et l'obsession des Albanais pour des armes à feu isolées des structures claniques et de la criminalité organisée. La violence est un phénomène intimement lié à ces faits. Elle est en quelque sorte le ciment qui sert comme alliage entre les structures claniques et le monde du crime organisé.

La violence est selon Cabanes « un des modes de fonctionnement fondamentaux d'une société en mal de cohésion [...] un processus actif, structurant,

soigneusement entretenu par les régimes successifs et non pas une fatalité imposée on ne sait d'où »<sup>44</sup>

### 3.4 Les groupes linguistiques, ethniques, religieuses

Etant donné les véritables clivages entre groupes et régions ethniques, religieux et linguistiques qui existent dans d'autres pays balkaniques, notamment dans les républiques de l'ex Yougoslavie, on pourrait s'attendre à pire en Albanie. Mais la réalité est tout à fait différent.

Malgré la présence de deux (après le schisme religieux entre église byzantine et romaine de 1054) et depuis 1501 (rattachement à l'empire ottoman) trois religions en Albanie des clivages en autant de « nations » comme en Yougoslavie n'y sont pas perceptible. Les musulmans forment avec 70 % de la population la majorité. La plupart (55 %) sont de confession Sunnite, une minorité (15 %) de confession Bektachite, une secte fondée au 14<sup>ème</sup> siècle par Haji Véli Bektash qui est par la majorité des Sunnites à l'extérieur du pays considérée comme hérétique. La minorité orthodoxe, 20 % de la population, se concentre surtout dans le sud du pays dans les régions de Korçe et Gjirokastër ainsi que sur la côte dans la région de Vlorë et Sarandë. Les catholiques, environ 10 % de la population, vivent surtout dans le nord du pays dans la région de Shkodër ainsi que dans les villes d'influence vénitienne et italienne sur la côte.

Les relations entre les communautés religieuses sont traditionnellement harmonieuses et peu conflictuelles, la tolérance religieuse fait partie des traditions historiques albanaises. Des mariages entre membres de différentes confessions ne sont pas rares et même à l'intérieur des clans, fratries ou familles le pluralisme religieux est une réalité entièrement acceptée.<sup>45</sup> Les musulmans albanais sont depuis toujours modérés et jusqu'ici la fièvre fondamentaliste n'a pas gagné le pays. Malgré l'ardeur de l'Arabie Saoudite qui a financé la construction de 1200 mosquées et a fait ouvrir bon nombre d'écoles islamiques (qui offrent aux parents 1

---

<sup>44</sup> cf. CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, p. 117

<sup>45</sup> selon un entretien avec le stagiaire albanais du CID, CDT Gjon Vorfi

\$ par enfant et par jour !) l'enthousiasme religieux est limité et la population reste plutôt indifférente.<sup>46</sup>

Il est probable que les 46 ans de dictature communiste, qui affichait depuis 1967 un athéisme dur et sans pitié, sanctionnant toute pratique religieuse sévèrement, ont rapproché les communautés religieuses.

Sur un plan ethnique la situation en Albanie est encore plus homogène, la seule minorité d'envergure est la minorité hellénique. Aujourd'hui cette minorité est évalué à 56.000 personnes, vivant dans le sud du pays dans les régions de Korçe et Gjirokastër ainsi que sur la côte dans la région de Vlorë et Sarandë. Le gouvernement grec avançait toujours des chiffres bien plus important, allant jusqu'à 400.000. L'explication de la différence entre les chiffres est que Tirana compte dans la minorité grecque seulement des citoyens orthodoxes et hellénophones, alors qu'Athènes faisait l'amalgame entre hellenophones et albanophones orthodoxes. Depuis l'ouverture des frontières beaucoup de Grecs d'Albanie sont parties travailler et vivre en Grèce, d'où l'impossibilité d'obtenir des chiffres exacts aujourd'hui.<sup>47</sup> Les Grecs d'Albanie étaient déjà sous Hoxha reconnus comme minorité et sont aujourd'hui représentés par un parti politique et bénéficient d'autonomies culturelles (écoles, langue officielle). Les orthodoxes albanophones d'ailleurs font souvent partie du groupe ethnique des Valaques, dont le nombre est évalué jusqu'à 200.000 personnes vivant surtout dans la plaine autour de Korçe. Souvent paysans spécialisés dans l'élevage, relativement riches et parfaitement intégrés dans la société albanaise ils ne revendiquent aucune autonomie territoriale ou politique, il ne serait donc pas justifié de les classer comme minorité.<sup>48</sup> Une autre minorité ethnique en Albanie est celle des Tsiganes (Roma, Sinti). Les Roms, divisées en quatre tribus est selon leur représentants la minorité la plus oubliée, la plus discriminée d'Albanie. Leur langue n'est pas reconnue, ils sont généralement mal intégrés dans la société albanaise et ne sont représentés par aucun parti politique. Mais compte tenu de leur faible nombre (~15.000) et leur mode de vie non sédentarisé, leur non-intégration ne pose pas de problème sérieuse.

Une autre division de l'Albanie finalement est plutôt de nature linguistique et culturelle, ce qui se reflète en partie dans le comportement électoral. Les deux

---

<sup>46</sup> RAMA Luan, « Albanie », Koha Jöné (quotidien albanais), novembre 1998

<sup>47</sup> CHICLET Christophe, « Les minorités dans le cône sud des Balkans », Revue des relations Internationales et Stratégiques, No. 28, hiver 1997, p. 80

grands dialectes albanais sont le Tosque parlé surtout dans la partie sud du pays et le Guègue parlé dans le nord ainsi que par les albanais vivant au Monténégro, au Kosovo et en Macédoine. La langue officielle albanaise est composée d'environ 80% d'éléments tosques et 20% d'éléments guègues. Mais même si on peut distinguer plus ou moins clairement une majorité parlant Guègue au nord de la rivière Shkumbin alors qu'une majorité parle le tosque dans son sud, il semble hâtif de vouloir isoler de ce fait des régions tosques ou guègues dotées de caractéristiques homogènes. Les Tosques étaient traditionnellement dominants dans le pays, les leaders de l'époque communistes provenaient en grande partie du sud du pays. Le cliché des Tosques est d'être plutôt bien formés, plus ouverts sur le monde et d'une plus grande ouverture des mœurs. Les Guègues quant à eux sont considérés comme plus traditionalistes, reculés et attachés aux valeurs du kanun. Même si un attachement de ces deux groupes culturels à un parti politique n'est que partiellement valide, les résultats des élections libres et démocratiques depuis 1991 montrent quelques constantes. L'Albanie septentrionale, le nord des plateaux et chaînes alpines, des clans et du kanun, ainsi que la ville de Shkodër, le gros du pays guègue donc, se rapproche le plus d'un bastion électoral du parti démocratique. Quant à la région au sud du Shkumbin, surtout les districts méridionaux, la région du golfe de Vlorë et du bassin de Korçë, la région donc qui est traditionnellement considéré comme région parlant le tosque, le parti socialiste y obtenait dans toutes les élections des résultats au dessus de la moyenne.<sup>49</sup>

Malgré l'existence de ces groupes ethniques, linguistiques, religieuses et politiques en Albanie il faut souligner que leur existence n'est pas une preuve pour des véritables clivages.

### 3.5 La diaspora albanaise et le sentiment national

La diaspora albanaise est particulièrement importante par rapport à la population albanaise vivant en Albanie. Mais il faut clairement distinguer entre des albanais vivant en dehors de l'Albanie dans des territoires ou pays voisins comme la

---

<sup>48</sup> *ibid.* p. 86

<sup>49</sup> cf. PIHET Christian, « Elections et parties en Albanie : une lecture géographique », *Hérodote* – revue de géographie et de géopolitique No. 90, 3<sup>ème</sup> trimestre 1998, p. 55

Macédoine, le Monténégro ou le Kosovo et des Albanais ayant émigré de l'Albanie vers des pays tiers en Europe ou ailleurs dans le monde.

La plupart des Albanais vivant en dehors de l'Albanie vivent dans les pays voisins. Au Kosovo vivent 1.800.000 d'Albanais, environ 200.000 au Monténégro, 480.000 en Macédoine ainsi que plusieurs centaines de milliers en Grèce.

Au dernier recensement de 2002 le nombre d'Albanais vivant en Albanie avait été évalué à environ 3.500.000. Le nombre d'albanais vivant en dehors de l'Albanie dans les pays voisins peut donc être évalué presque équivalent au nombre d'Albanais en Albanie.

Mais il existe en dehors de ces Albanais des pays voisins une véritable diaspora d'Albanais émigrés, vivant surtout en Europe occidentale, en Amérique ainsi qu'en Australie. L'émigration albanaise a une longue tradition. Les premières grandes vagues d'émigration ont eu lieu après la victoire ottomane en 1506 surtout vers l'Italie. Les lointains descendants de ces albanais émigrés au 16<sup>ème</sup> siècle, appelés Arbérèches, vivent encore de nos jours dans les Abruzzes et en Sicile et ont su conserver des traditions populaires, le culte byzantin ainsi qu'un dialecte proche de l'albanais.<sup>50</sup>

Mais au cours des siècles des vagues d'émigration répétées ont amené des centaines de milliers d'Albanais à l'exil. La dernière grande vague avant la prise du pouvoir par les communistes partait à la fin du 19<sup>ème</sup> et au début du 20<sup>ème</sup> siècle vers les pays des Balkan, la Turquie, l'Egypte, la Russie, la France et les Etats-Unis. Les 46 années de communisme étaient évidemment une parenthèse dans ce mouvement d'émigration. Mais dès que le pays ouvrit ses frontières en 1991, l'émigration surtout vers l'Europe en passant par l'Italie reprit. Dans les grandes vagues de 1992-93 et surtout de 1997-98 des centaines de milliers d'Albanais partirent surtout vers l'Italie, la Suisse, l'Allemagne et la Grèce. La totalité des Albanais résidant en dehors de leur pays (mais n'ayant pas encore obtenu la naturalisation de leur pays d'accueil) est estimé à 600 à 700.000. Cette diaspora joue un rôle important dans l'économie de l'Albanie car elle envoie environ 500 à 700 millions de Dollars de

---

<sup>50</sup> cf. CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, Editions Odile Jacob, Paris, 1999, p. 46

devises dans le pays, ce qui représente un véritable poumon économique sans lequel l'économie albanaise serait en détresse.<sup>51</sup>

Aujourd'hui une faible émigration constante (- 1,46 pour 1000 habitants en 2002)<sup>52</sup> continue mais, plus inquiétant que la quantité d'Albanais qui plient bagages et quittent chaque année définitivement le pays, est la qualification de ces émigrés. On estime que près de 67 % des albanais diplômés auraient quitté leur pays durant la dernière décennie. Près de 45 % d'entre eux sont des universitaires ou des scientifiques. Les universités albanaises ont été particulièrement touchées par ces départs, environ 60 % des enseignants sont parti pendant la dernière décennie<sup>53</sup>. L'envie de partir croît de jour en jour parmi les diplômés albanais car une amélioration des conditions de vie n'est pas en vue.

Contrairement à d'autres pays Balkaniques qui ont abandonné le communisme au début des années 1990, l'Albanie n'a pas montré des tendances nationalistes. Tout au contraire, le sentiment national albanais semble aujourd'hui largement fragilisé. Il n'y a pas beaucoup d'Albanais qui s'intéressent à la politique et guère plus qui se soucient de l'avenir du pays. Beaucoup d'albanais ayant trouvé refuge en Europe occidentale ou en Grèce affirment de ne plus vouloir retourner dans leur pays.

« Il faudra dix ans pour que notre pays arrive au niveau économique de la Grèce et nous ne voulons pas encore lui donner dix ans de notre vie. D'une façon plus lapidaire [...] Albanie ! Plus jamais ! ». <sup>54</sup>

L'Albanie a connu un éveil national particulièrement tardif. Ce n'est qu'en 1908 que le premier alphabet albanais et la première grammaire albanaise furent réalisés. Avant la deuxième guerre mondiale, dans les années 1930, il n'existait pratiquement pas d'enseignement secondaire en Albanie. En dehors d'un piètre enseignement primaire on trouvait seulement un lycée (le lycée français de Korça) dans toute l'Albanie. Les jeunes Albanais qui voulaient un enseignement secondaire voire supérieur étaient contraints de poursuivre leurs études à l'étranger, en Italie, en Autriche ou en France notamment. Il est évident que dans ces conditions un

---

<sup>51</sup> cf. ANDERSSON Nils, « L'Albanie en quête de reconnaissance », *Le Monde diplomatique*, juin 2002, p. 3

<sup>52</sup> cf. CIA, « Albania », *The CIA world factbook 2002*, Langley (VA), janvier 2002, p. 3

<sup>53</sup> cf. DIZDARI Mirvjeta, « Albanie : la fuite des cerveaux », *Republika* (quotidien albanais), 14 novembre 2001

<sup>54</sup> CABANES Pierre / CABANES Bruno, *Passions Albanaises de Berisha au Kosovo*, Editions Odile Jacob, Paris, 1999, p. 163

sentiment de gratitude envers le pays ne pouvait pas se répandre dans la classe instruite albanaise.

Une autre raison pour ce sentiment national très fragilisé est sans doute le fait que le régime communiste de Enver Hoxha, et après sa mort jusqu'en 1990, a martelé en permanence « l'unité du peuple albanais ». Notamment à partir des années soixante-dix on peut constater un véritable ralliement à la cause nationale : « sous un vernis marxiste il faut développer dans la population le sentiment d'appartenance à une communauté unique et irremplaçable. Pour démontrer cette unité et la chance que représente l'appartenance à ce peuple, il convient d'abord de faire découvrir le territoire qu'il habite, la mère-patrie.. »<sup>55</sup> Fidèle à la doctrine de Staline qui constatait déjà que « la question nationale est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne » Hoxha développait en Albanie un véritable national – communisme.

Après l'effondrement du régime communiste, ce nationalisme artificiel, banalisé et instrumentalisé par 46 ans de propagande a souvent fait place à un rejet intégral de tout sentiment national. « Un rejet pragmatique le plus souvent, qui répond à des interrogations sur l'intérêt de rester albanais lorsqu'on pourrait vivre mieux en se faisant grec ou italien. Mais un rejet aux conséquences graves dans la mesure où il condamne largement les efforts de reconstruction du pays. »<sup>56</sup>

---

<sup>55</sup> *ibid*, pp. 183-184

<sup>56</sup> *ibid*, p. 201

## TROISIEME PARTIE

### 3. CONCLUSION ET ESSAI DE PERSPECTIVES

#### 3.1 Les ombres du passé : quel avenir pour l'Albanie ?

L'Albanie n'a, de ces débuts jusqu'à nos jours, rarement voire jamais connu des périodes vraiment aisées. L'Albanie n'a jamais été un pays véritablement prospère, un pôle d'importance économique ou culturelle de sa région. L'Albanie n'a jamais été grande exportatrice de biens ou d'idées et n'a jamais attiré d'immigrants en grand nombre. Le contraire en l'occurrence est le cas : les émigrés albanais partout dans le monde sont légion, et la dépendance du pays aux importations même de vivres n'a jamais été aussi prononcée qu'aujourd'hui.

Les grands traits de son histoire sont près d'un demi millénaire d'attachement à l'empire ottoman (pour ne pas dire occupation turque), une trentaine d'années de transition houleuse vers un état indépendant suivit de 46 ans de communisme stalinien.

La démocratie qui a commencé à s'installer depuis le début des années 1990 a bien du mal à se mettre en route. Ceci ne peut pas étonner vu la genèse de l'état et vu surtout les constantes culturelles. L'application de codes ancestraux (Kanun) et la structure clanique dans d'importantes parties de la société albanaise, ainsi qu'une corruption quasi omniprésente sont une de ces réalités. La fascination pour les armes et pour la violence est bien ancrée dans la société albanaise ainsi qu'un sentiment d'infériorité, un sentiment national particulièrement affaibli et une résignation latente.

Quel avenir donc pour ce pays à la marge de l'Europe, pour ces albanais qui sont « ni germains, ni latins, ni slaves, ni grecs, ni turcs » et qui « demeurent l'objet d'une permanente indifférence de la part de l'Europe occidentale » ?<sup>57</sup> A mon sens la réponse est dans la question : l'Europe.

Certes, l'Albanie est peut-être le pays qui est culturellement et économiquement le plus éloigné de l'Europe, le pays qui peut sembler sauvage, anarchique et globalement arriéré mais la question n'est pas là. Les questions à poser ne doivent

---

<sup>57</sup> ANDERSSON Nils, « L'Albanie en quête de reconnaissance », Le Monde diplomatique, juin 2002

pas se limiter aux simples dimensions techniques : combien cela coûte-t-il, combien de temps cela dure-t-il et qu'est-ce que cela nous rapporte. Les questions à poser doivent plutôt être déductives. Quelles seraient les conséquences pour l'Albanie ou pour l'Europe si une amélioration significative de la situation économique, si un rapprochement de l'Europe se font trop attendre.

La relation entre le Kanun, la structure clanique et la corruption sont évidente. Mais la relation entre l'économie dévastée le manque de perspectives pour les jeunes Albanais sortant des écoles d'une part et la corruption et la criminalité organisée de l'autre est aussi évidente.

L'Albanie a, même douze ans après la fin de la dictature, beaucoup de mal à interrompre cette spirale infernale d'une situation problématique de la quelle résulte un manque de confiance (et d'investissements !) de la part des pays occidentaux ce qui n'améliore pas la situation.

Les conséquences d'une Albanie qui continue à agoniser devant la porte fermée de l'Europe seraient extrêmement grave. Chaque année perdue aggrave le problème de la fuite des cerveaux, de la criminalité organisée croissante, de la corruption.

Si l'Europe ne veut pas voir se consolider à ses abords un état de non-droit, gouverné par des mafias, peuplé par une génération qui a perdu toute confiance en les instances étatiques, porte de passage pour l'export de drogues, de prostitution et migration illicite, il est grand temps de multiplier les efforts. Il est fort probable que les premières mesures pour combattre les mafias et la corruption, pour rétablir un réseau téléphonique ou électrique ne soient pas très efficace.

Mais si l'Europe ne s'engage pas maintenant d'une manière substantielle pour aider l'Albanie à redresser la barre vers une économie prospère, vers un état de droit, vers plus de démocratie et un recul de la criminalité, du droit ancestral et de la corruption, on risque de voir s'installer de manière durable une sorte de Colombie européenne. A court et moyen terme je ne vois pour l'Albanie que deux voies possibles : soit sombrer de plus en plus dans la criminalité et la corruption, soit effacer peu à peu les ombres du passé et transformer le pays dans un véritable pays européen en vue d'une intégration.

C'est à l'Europe de faire ce choix.

### 3.3 La question albanaise : essai de réponse à une question qui ne se pose plus

Le peuple albanais n'a jamais eu l'opportunité de vivre uni dans un état national de manière autodéterminé. Le traçage des frontières après les guerres balkaniques en 1913 à bel et bien été dicté par les intérêts des grandes puissances européennes de l'époque et n'a pas tenu compte de la volonté du peuple albanais. Mais malgré le bouleversement intégral du paysage politique européen depuis et la disparition de la grande puissance balkanique de l'époque (l'empire austro-hongrois) ces frontières n'ont jamais vraiment été mises en question. Ni à la fin de la deuxième guerre mondiale ni lors de la chute du communisme en Albanie ou après les guerres des Balkans de 1992 – 99, la question albanaise n'a été posée. Du moins pas en dehors de l'Albanie et de manière ouverte.

Le fait qu'à l'intérieur des frontières de l'état Albanais actuel ne vit que la moitié du peuple albanais des Balkans et que l'autre moitié vit dispersée dans les états voisins ne semble pas choquer les acteurs occidentaux. La question albanaise ne fut ouvertement posée qu'au cours de l'insurrection des Albanais du Kosovo contre l'opresseur serbe et lors qu'à la suite de la tentative d'embraser la communauté albanaise de la Macédoine les combattants de l'UCK brandissaient de plus en plus ouvertement le but d'une Grande Albanie.

Depuis le retour d'un calme relatif au Kosovo et en Macédoine la question de l'autodétermination du peuple albanais n'est plus à l'ordre du jour. Pour des raisons évidentes, les pays voisins qui ont une forte minorité albanaise (Monténégro, Serbie/Kosovo, Macédoine, Grèce) n'ont aucun intérêt à ce que cette question redevienne d'actualité.

En Albanie même la question est traitée avec beaucoup de précaution. La classe politique albanaise (aussi bien PD que PS) sait que l'Albanie dépend des bonnes relations avec ses pays voisins pour développer son économie. Tout sujet qui met en question les frontières actuelles mettrait ces relations en danger et serait donc nuisible au développement de l'économie albanaise. A Tirana on est parfaitement conscient des relations étroites que l'UCK et les défenseurs d'une Grande Albanie avaient tissés avec le milieu mafieux du crime organisé. Soutenir des idées panalbanaises renforcerait donc indirectement les clans mafieux.

Par ailleurs les acteurs occidentaux ne sont intéressés que par une stabilisation du status quo, une stabilisation qui garantit les droits des minorités albanaises dans les

états voisins, certes, mais surtout pas un renforcement de l'idée d'une Grande Albanie. Nous sommes donc dans la situation presque paradoxale que le droit fondamental de l'autodétermination des peuples, la volonté compréhensible de tous les Albanais de vivre ensemble dans un état, n'est de facto pas respecté, mais d'autre part ce manque d'unité étatique et nationale semble pour l'instant arranger tout le monde. Aussi bien l'Albanie que ces pays voisins que l'Europe sont fervent défenseurs de cet état anormal.

Mais je pense que le dernier mot n'est pas dit. Je suis persuadé que dès que la question du futur statut du Kosovo sera posé, dès que l'Albanie aura échappé à la plus grande misère économique, dès que les élites albanaises cesseront de fuir le pays et réclameront plus d'influence et de responsabilité pour le destin national, la question albanaise se posera de nouveau. La seule possibilité pour éviter le drame d'une nouvelle guerre balkanique est donc que l'Europe multiplie ses efforts et intègre l'Etat albanais ainsi que ses voisins dès que cela sera réalisable et ceci le plus vite possible. Le seul vaccin qui puisse efficacement éviter une infection de l'Albanie par le virus du nationalisme et du panalbanisme est son intégration, ainsi que celle des pays voisins dans un système d'états avec des frontières qui ne cessent de perdre en importance, avec des droits de minorité reconnus et garantissant la liberté de tous les citoyens.

La réponse à cette question albanaise qui ne se pose (pour l'instant) plus est l'Europe – l'Europe avant que le sort de ce peuple, de ce pays sans état national ne se transforme en nationalisme.

### Conclusion

Dans ce mémoire j'ai essayé d'illustrer les raisons pour lesquelles l'Albanie est un cas à part parmi les pays balkaniques. Un pays unique par son long passé ottoman ininterrompu, la structure clanique de sa société avec ses règles archaïques, la dureté de son régime communiste, son isolement quasi traditionnel et la dispersion de son peuple sur plusieurs états. L'Albanie n'est pas comparable aux états ex-yougoslaves, l'absence de vrais clivages ethniques ou linguistiques lui procurant une bonne base de départ pour un avenir européen, pourvu que les ombres de son passé comme les mœurs ancestrales de certaines parties de sa société ou les défauts de naissance, comme ses frontières qui excluent la moitié de sa population puissent être maîtrisés.

Un défi pour l'Albanie et pour l'Europe.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages en français

- ~ ADAM Bernard, La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires, Editions Complexe, Paris, 1999
- ~ ASSET Yannick, La question Albanaise en république fédérale de Yougoslavie, Editions Centre d'études de Défense des Pays Bas, Den Haag, 1999
- ~ BOYER André / ROUVIERE André, L'Albanie – une nouvelle épreuve pour les Balkans ?, Editeur Sénat, Paris, 1997
- ~ CABANES Pierre / CABANES Bruno, Passions Albanaises de Berisha au Kosovo, Editions Odile Jacob, Paris, 1999
- ~ CHAUPRADE Aymeric, Géopolitique – constances et changements dans l'histoire, Editions Ellipses, Paris, 2001
- ~ KADARE Ismail / FERNANDEZ-RECATALA Denis, Temps barbares : de l'Albanie au Kosovo, Editions l'Archipel, Paris, 1999
- ~ MAILHES Jean Louis, Serbes et Albanais : deux nations en quête d'états idéaux, Mémoire en géopolitique au CID, Paris, 2002
- ~ PLASSERAUD Yves, Les minorités, Editions Montchrestien, Paris, 1998
- ~ RAUFER Xavier / QUERE Stéphane, Une menace pour l'Europe : la mafia albanaise, Editions Favre, Genève, 2000
- ~ ROUX Michel, Les Albanais en Yougoslavie : Minorité nationale, territoire et développement, Editeur : Maison des sciences de l'homme, Paris, 1992

### 1 **Articles de revues et de journaux en français**

- ~ ANDERSSON Nils, « L'Albanie en quête de reconnaissance », Le Monde diplomatique, juin 2002
- ~ BELLO Marko, « Albanie – les défis du gouvernement Nano », Koha Jönë (quotidien albanais), 5 janvier 2003
- ~ CHICLET Christophe, « Les minorités dans le cône sud des Balkans », Revue des relations Internationales et Stratégiques, No. 28, hiver 1997

- ~ DESLONDES Olivier / de RAPPER Gilles / ROUX Michel, « Les Albanais hors d'Albanie », Hérodote – revue de géographie et de géopolitique No. 90, 3<sup>ème</sup> trimestre 1998
- ~ DIZDARI Mirvjena, « Albanie : la fuite des cerveaux », Republika (quotidien albanais), 14 novembre 2001
- ~ KAMBERI Belgzim, « Albanie – la mafia et le pouvoir », Korrieri (quotidien albanais), 18 avril 2002
- ~ PIHET Christian, « Elections et parties en Albanie : une lecture géographique », Hérodote – revue de géographie et de géopolitique No. 90, 3<sup>ème</sup> trimestre 1998
- ~ RAMA Luan, « Albanie », Koha Jöné (quotidien albanais), novembre 1998
- ~ SHAMKU Teuta, « Albanie – l'électricité ... en 2013 ! », Koha Jöné (quotidien albanais), 23 janvier 2003
- ~ SPAHIU Kreshnik, « Albanie, carrefour des trafics et de la prostituion », Koha Jöné (quotidien albanais), 27 novembre 2002

## 2 **Articles de revues et ouvrages en anglais**

- ~ CIA, « Albania », The CIA world factbook 2002, Langley (VA), janvier 2002
- ~ KOFOS Evangelos, « The albanian question in the aftermath of the war : a proposal to break the status deadlock », Journal of Southeast European and Black Sea Studies, Vol 2, No.1, janvier 2002
- ~ TSEKOV Georgi, « Sons of the eagle : clan warfare, organized crime and state disintegration in the western balkans », Journal of Southeast European and Black Sea Studies, Vol 2, No.3, septembre 2002

## 3 **Article de revue en allemand**

- ~ HAEFNER Lars, « Shkipetarisches Recht », Schweizer Zeitschrift für die Zusammenarbeit mit Albanien (Journal Suisse pour la coopération avec l'Albanie), No. 6, mai 2000

Annexe A

Carte politique d'Albanie



Annexe B

Carte topographique d'Albanie



Annexe C

Carte du peuple albanais

